



Le 12 décembre 2009, Le Conseil d'Administration de la Fédération Nationale des Centres Sociaux a adopté à l'unanimité la déclaration suivante.

“Le débat sur l'identité nationale vient poser des questions qui séparent, il prend le risque des amalgames en désignant notamment les personnes issues de l'immigration comme celles pouvant porter atteinte à l'identité nationale.”

La cohésion sociale plutôt que l'identité nationale

En référence aux valeurs inscrites dans notre pacte républicain et à celles de sa Charte, la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France, forte de ses 1200 Centres adhérents, refuse de s'inscrire dans le débat sur l'identité nationale tel qu'il est posé.

La mission première des Centres sociaux est d'agir au service de la cohésion sociale. Pour cela, nous sommes des chercheurs de convergence, d'intérêts partagés, d'enjeux communs pour bâtir, consolider, améliorer notre contrat social.

Dans le respect de la laïcité et de la dignité des personnes, le développement de la solidarité, la pratique de la démocratie, nous agissons pour que chacun puisse être acteur de sa vie et acteur dans la société où il vit.

Nous sommes depuis longtemps des impulsions de dynamiques d'intégration dans la société française.

Le débat sur l'identité nationale tel qu'il est lancé vient poser des questions qui séparent, il prend le risque des amalgames en désignant notamment les personnes issues de l'immigration comme celles pouvant porter atteinte à l'identité nationale.

Organiser ce débat juste avant une campagne électorale pour les élections régionales fait prendre le risque d'en faire plutôt une manœuvre politicienne qu'une véritable démarche de recherche de cohésion. Nous ne pouvons pas méconnaître que les thématiques liées notamment aux questions de l'immigration et à l'idéologie sécuritaire sont exploitées par l'extrême droite pour faire naître des sentiments de peur qui aggravent les tensions. Comment le gouvernement peut-il ignorer ces mécanismes ? Veut-il en jouer ?

Plutôt que celle de l'identité nationale nous préférons aborder la question de l'appartenance. Celle-là est productrice de cohésion sociale.

La question posée par Monsieur BESSON est centrée sur la notion de Nation et de fierté d'être français. Il y a d'autres façons de débattre de ce qui nous réunit, de ce qui fait cohésion sociale. La fierté n'est pas une valeur, c'est un sentiment qui se construit et se mérite et jamais définitivement acquis. Il ne s'agit pas d'être fier d'être français (ce sentiment est le prétexte à des manifestations violentes et xénophobes qui se sont développées au cours des âges) mais de ce que les Français sont capables tous les jours, de vivre, de mettre en oeuvre, d'inventer pour l'avenir.

Chaque personne doit faire une démarche d'intégration quelque soit son origine. Par exemple les questions posées dans le Livre Vert du Haut Commissariat à la Jeunesse le prouvent, notre société a besoin de faire un réel effort pour « intégrer » tous les jeunes, de même qu'un effort est demandé à chaque jeune pour « prendre sa place » dans la société.

Les parcours d'intégration nécessitent que les personnes puissent se sentir reconnues pour ce qu'elles sont, avec leur histoire, leurs capacités, leurs particularités. Les processus de reconnaissance s'enrichissent au cœur des communautés. Se réunir entre personnes de même origine, de même religion... est naturel. Trouver dans ces communautés un appui, un lieu réconfortant, où se nouent des solidarités nous semble légitime. Comment font les français à l'étranger ? C'est en s'appuyant sur des solidarités que les processus d'intégration se mettent en oeuvre.

Ne confondons donc pas solidarités communautaires et communautarisme. De plus les recours à des symboles identitaires sont d'autant plus nombreux et extrêmes que la société d'accueil est moins « *intégrant* ».

Ne voyons pas dans ces symboles un danger, mais un effet des pratiques discriminatoires : « *quand la République se retire, comment s'étonner que des gens trouvent une autre façon de définir leur identité ?* ».

Posons-nous également la question : un français de « souche » qui ne respecte pas les lois de la République, qui ne met pas en oeuvre un peu de solidarité autour de lui, qui se désintéresse de la « chose publique », qui utilise un pouvoir confié par son employeur ou par le suffrage universel à son profit plutôt que dans l'intérêt général, ne vient-il pas plus gravement égratigner l'identité nationale que l'apport de cultures nouvelles ?

Nous demandons au Gouvernement de lancer un débat sur la cohésion sociale. Avec pour questions :

- Comment développer un sentiment d'appartenance à notre communauté nationale en faisant appel au plus grand nombre, en laissant leur place à chacun ?
- Comment qualifier, améliorer les fonctionnements démocratiques dans toutes nos organisations particulièrement dans le fonctionnement de nos institutions ?
- Comment atténuer ce qui porte atteinte à la cohésion sociale : injustices sociales, systèmes d'exclusion, de compétition, discriminations ?
- Comment développer les occasions, les lieux, les moyens qui puissent renforcer le contrat social qui nous permet de vivre ensemble de façon harmonieuse ?

Ce sont des chemins de nature à promouvoir la construction d'un véritable vivre ensemble.